

## PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Politiques Territoriales  
et du Développement Durable

**Arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 296**  
**de mise en demeure à l'encontre de la société KERBIRIO**  
**située 2 impasse Denis Papin et 3 impasse Saint-Eloi – 77220 GRETZ-ARMAINVILLIERS**

**Le Préfet de Seine-et-Marne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,**

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 127 du 15 juin 2009 réglementant les activités de la société KERBIRIO, située 2 impasse Denis Papin et 3 impasse Saint-Eloi – 77220 GRETZ-ARMAINVILLIERS,

**Vu** le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France n° E-4-09-1505 du 12 novembre 2009 consécutif à une inspection effectuée le 13 octobre 2009 dans l'établissement susvisé,

Considérant les risques de pollution de l'environnement par les eaux d'extinction d'un incendie,

Considérant que l'exploitant n'a pas fait réaliser les contrôles réglementaires prescrits aux articles 4.3.14, 6.2.3 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 127 du 15 mai 2009,

Considérant les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection du 13 octobre 2009,

**Considérant** dans ces conditions qu'il n'est pas établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été prises par la société KERBIRIO,

**Sur** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

### **ARRETE**

**Article 1er :** Pour l'exploitation de son établissement situé 2 impasse Denis Papin et 3 impasse Saint Eloi – 77220 GRETZ-ARMAINVILLIERS, la société KERBIRIO est mise en demeure par le présent arrêté de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 127 du 15 mai 2009 :

**1) Dans un délai maximum de 8 jours :**

**Article 7.5.5 :** Dans l'attente de la remise de l'étude prescrite à l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral et de la réalisation des travaux de mise en conformité, prendre l'attache de sociétés spécialisées dans le pompage des effluents et s'assurer que celles-ci pourront intervenir rapidement sur le site en cas de sinistre, et ce, avant saturation du volume de confinement.

**2) Dans un délai maximum de 15 jours :**

Article 4.1.1 : Effectuer un relevé journalier du débit de prélèvement dans la nappe souterraine et retranscrire ces mesures sur un registre éventuellement informatisé,

Article 4.3.13 : Mettre en place une autosurveillance hebdomadaire des paramètres DCO, MES, Zn, Ni et Fe dans les rejets d'eaux industrielles et remettre à jour le rapport d'autosurveillance envoyé trimestriellement à l'inspection des installations classées.

**3) Dans un délai maximum d'1 mois :**

Article 7.5.2 : Faire contrôler les trappes de désenfumage par une société spécialisée,

**4) Dans un délai maximum de 3 mois :**

Article 4.3.14 : Veiller à ce que l'ensemble des paramètres prescrits pour la surveillance des rejets d'eaux industrielles soient analysés par un laboratoire agréé tous les trimestres,

Article 5.3.4 : Procéder à la caractérisation des déchets dangereux issus des activités de traitement de surfaces et consigner les résultats de ces analyses dans une fiche d'identification tenue à jour,

Article 5.3.7 : Mettre en place un registre de suivi de l'expédition des déchets dangereux produits ou détenus,

Article 6.2.3 : Faire réaliser une mesure des niveaux d'émissions sonores (niveaux sonores et émergence) par une société spécialisée,

Article 7.5.3 : Faire réaliser une mesure du débit simultané des 3 poteaux incendie situés à proximité des deux sites,

Article 7.5.5 : Transmettre une étude décrivant les équipements à mettre en œuvre afin de disposer sur le site du volume de rétention en eaux d'extinction d'un incendie requis et proposer un échéancier pour l'installation de ces équipements.

**Article 2** : Faute d'obtempérer à la présente injonction dans le délai imparti, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par le Code de l'Environnement.

**Article 3 : DELAI ET VOIES DE RECOURS (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun - 43 rue du Général de Gaulle - 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup>, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation,

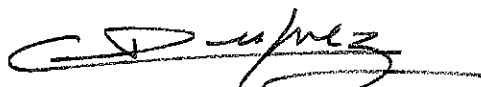
- les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

- le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L 111-1-5 du code de l'urbanisme.

**Article 4 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture,  
le Maire de Gretz-Armainvilliers,  
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,  
le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny-le-Temple,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société KERBIRIO, sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 18 novembre 2009  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale



Colette DESPREZ

**DESTINATAIRES :**

- la société Kerbirio
- M. le Maire de Gretz-Armainvilliers,
- M. le DIRE Savigny-le-Temple
- M. le DIRE Paris
- SIDPC
- Chrono

